Alain Testart, *Éléments de classification des sociétés*

Paris, Errance, 2005, 160 p.

Gérard Chouquer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/4342>

DOI : 10.4000/etudesrurales.4342

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2006

Pagination : 260-265

Référence électronique

Gérard Chouquer, « Alain Testart, *Éléments de classification des sociétés* », *Études rurales* [En ligne], 178 | 2006, mis en ligne le 08 juin 2007, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/4342> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.4342>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Alain Testart, *Éléments de classification des sociétés*

Paris, Errance, 2005, 160 p.

Gérard Chouquer

- 1 Alain Testart expose ici de nouveaux principes pour classer les sociétés, qui diffèrent fondamentalement de ceux qui ont été retenus par la pensée européenne moderne. Il s'adresse donc à tous ceux qui ont affaire, dans l'espace-temps actuel, aux sociétés dites premières et, dans l'espace-temps ancien, aux sociétés prémodernes. Il s'adresse donc tout particulièrement aux anthropologues, archéologues et historiens.
- 2 Son livre tient de l'essai et de l'esquisse : de l'essai, parce qu'il met à l'épreuve des idées nouvelles ; de l'esquisse, en ce qu'il appelle un ouvrage plus important sur un sujet aussi fondamental. L'auteur propose, en effet, une mise en ordre des sociétés selon la nature des phénomènes étudiés, et qui est par conséquent indépendante d'une conception évolutionniste. Or, depuis Lamarck et Darwin, domine l'idée qu'une bonne classification ne saurait être que généalogique ou phylogénétique, l'évolution étant le modèle et le moyen de toute classification. Alain Testart renverse le propos et suggère que la classification est le moyen qui permet de penser l'évolution. Il observe d'ailleurs que c'est sur la base des classifications élaborées au XVIII^e siècle dans un cadre non évolutionniste qu'a été pensée la théorie de l'évolution au XIX^e siècle.
- 3 En anthropologie sociale, personne n'accepte l'idée d'une évolution des sociétés. Pourtant, dans les sciences sociales, on soutient des banalités du genre : les chasseurs-cueilleurs précèdent les agriculteurs ; les sociétés non étatiques viennent avant les sociétés étatiques. Ce travail d'Alain Testart se propose de « tenter de penser une évolution et [...] d'inventer les critères archéologiques qui permettent de reconnaître dans les données archéologiques celles qui traduisent telle ou telle catégorie sociale » (p. 11).
- 4 L'auteur critique le classement gradué et obligé des sociétés selon leur niveau d'intégration : famille, bande, tribu, chefferie, État. En fait, le principe implicite de classement repose sur la taille, à l'instar de la classification des formes de l'économie de Karl Bücher (familiale, domaniale, régionale, nationale, internationale). Il critique la

conception de l'évolution qui est celle de l'École anthropologique américaine, conception qui va du simple vers le complexe : les sociétés primitives, parce qu'elles disposent de techniques simples, seraient elles-mêmes des sociétés simples.

- 5 Pour autant, il suggère deux attendus. Conformément à la classification des plantes et des animaux, celle des sociétés ne peut être fondée que sur des critères relatifs aux structures et non sur des critères morphologiques. Mais, contrairement à la classification des plantes et des animaux, celle des sociétés ne peut être conçue en vertu d'une hiérarchisation du simple au complexe. L'idée de complexification croissante se fonde sur quelques erreurs d'appréciation. On juge rudimentaire ce qui est éloigné de nous. On méconnaît la différence entre l'évolution technique et l'évolution sociale : il y a sans doute une complexification croissante des infrastructures matérielles des sociétés, mais pas des structures sociales. On abuse de la métaphore biologique, par exemple en comparant les sociétés étatiques au système nerveux central des animaux supérieurs.
- 6 On confond la complexité croissante des rouages de l'État avec cette autre évidence selon laquelle l'État simplifie, unifie et homogénéise. L'État simplifie la vie sociale puisqu'il existe désormais à ses côtés des organes spécialisés, destinés à régler les conflits. Or, rien n'est plus complexe que de maintenir l'équilibre politique dans une société sans État, comme dans une société lignagère. De même, la lutte pour la possession d'une femme dans une société réputée simple est aussi acharnée que celle pour la conquête du trône dans les grands empires. L'idée de complexification butte sur deux formes d'invisibilité : celle de l'archéologie et celle de l'absence d'écrit. On considère comme simples des sociétés qui ne laissent ni traces archéologiques ni écrits.
- 7 Globalement, on ne peut transférer la notion de différenciation en termes de hiérarchie : « Le monde romain, avec ses statuts de libres, d'ingénus, de citoyens, etc., avec ses ordres, etc., plus encore, le monde médiéval, avec les innombrables nuances qu'il apporte aux catégories romaines, sans parler des catégories propres qu'il ajoute, étaient des mondes très fortement différenciés : le monde moderne, à côté, paraît l'être bien peu. » (P. 21)
- 8 On en vient alors au cœur du propos : on ne peut classer les sociétés suivant les rituels, les mythologies, les structures religieuses ou la parenté ; on ne peut les classer qu'en partant de l'économie, de la politique et de l'organisation sociale, au sens technique que revêt ce terme en anthropologie (lignages, clans, classes matrimoniales, classes d'âge, etc.). Ces référents commandent les deux parties du livre.
- 9 La première porte sur l'économie. L'auteur installe, tout d'abord, quelques outils d'analyse en proposant de distinguer la propriété fundiaire ou fonciaire, celle attachée au fonds indépendamment de la personne qui la met en valeur (type européen depuis l'Antiquité), de la propriété sur le résultat du travail (non fundiaire, type africain, caractéristique des sociétés dites primitives), mode dans lequel on perd la propriété dès qu'on cesse d'exploiter. Seule la propriété fundiaire, par la location des terres, donne un sens à la rente foncière.
- 10 Dans les sociétés primitives, l'absence ou le faible développement de la division du travail fait que la richesse n'est pas nécessaire pour vivre ; l'absence de propriété fundiaire des moyens de production fait que la richesse n'est pas génératrice de profit ; l'absence de salariat fait qu'elle n'est pas synonyme de puissance.

- 11 L'auteur s'inscrit en faux contre une position répandue parmi les anthropologues, qui pensent que la richesse, dans ces sociétés, est seulement ostentatoire : il soutient qu'elle sert de paiement d'obligations sociales imposées par le droit ou la coutume et à caractère obligatoire et contraignant. Ces paiements se rangent sous trois rubriques principales :
- 12 • le prix des liens affinaux (exemple : le prix de la fiancée, mais aussi la coutume inverse) ;
- 13 • le prix du sang (dit aussi « composition pour meurtre ») ;
- 14 • les paiements d'amendes pour adultère, séduction, rupture de tabou, inceste, insulte, etc.
- 15 Ces paiements servent à garantir l'existence sociale et non à assurer la subsistance. Ils concernent des droits sur les personnes et non des biens utilitaires. Sur ce fondement, Alain Testart distingue trois mondes :
- 16 • monde I : les sociétés sans richesse, c'est à-dire sans richesse socialement utile ;
- 17 • monde II : les sociétés qui pratiquent le prix de la fiancée et qui ont une propriété par le travail, non fundiaire ;
- 18 • monde III : les sociétés à propriété fundiaire.
- 19 Dans ce troisième groupe, on peut classer les diverses formes de sociétés préétatiques et étatiques, méditerranéennes et occidentales. C'est aussi le cadre d'application des différents modes de production définis par Marx (asiatique, antique, féodal, capitaliste). Inversement, on ne peut pas appliquer la base marxiste dans les mondes I et II puisque, dans le monde II, on acquiert la propriété par le travail alors que la thèse de Marx suppose des travailleurs dépourvus d'accès aux moyens de production.
- 20 Dans un chapitre technique, l'auteur examine les bases économiques des sociétés du monde II : les biens matériels, dont la variété bariolée est telle qu'elle montre l'inadaptation de la classification archéologique, mise au point par les Danois au XIX^e siècle, entre pierre, bronze et fer ; la monnaie, qui possède une dimension personnelle ; le poids de la dette, caractère commun le plus distinctif de ce monde, alors que la terre est le caractère distinctif principal du monde III ; l'esclavage, enfin, présent dans presque toutes les sociétés du monde II.
- 21 Il étudie successivement les sociétés à grades (selon la richesse), les sociétés à potlatch (rassemblements festifs permettant de grandes distributions ostentatoires), les sociétés à *conubium* asymétrique élitair (là où une élite se plaît à payer le plus possible le prix de la fiancée), les sociétés à *kula* et autres échanges cérémoniels (*tee*, *moka*), où se pratiquent des échanges hautement formalisés et réglementés.
- 22 Alain Testart s'intéresse ensuite à la pratique du « prix de la fiancée avec retour » (le beau-père offrant d'autres biens au mari, en retour du prix que celui-ci a acquitté pour obtenir la fiancée). Il propose une distinction de base entre un mode B (de « *bride price* » ou « *bridewealth* », dans les travaux anglais), où on pratique le prix de la fiancée sans retour, un mode C (de « combinaison »), où on pratique le prix de la fiancée avec retour et un mode D, celui de la dot. Il montre que cet outillage conceptuel permet de traiter un problème majeur, source de différenciation sociale, à savoir le fait que le mode B conduit directement à l'esclavage pour dettes. Cet esclavage est « la voie royale vers la naissance de l'État et du despotisme » (pp. 67-69). Étant donné que, dans une même société, on peut trouver une combinaison des différents modes selon le niveau social,

comment doit-on classer une société : doit-on la classer selon le mode utilisé par son élite ou selon le mode utilisé par les gens du commun ?

- 23 Dans le monde I, les femmes sont au centre des rapports entre les hommes, ce qui explique l'importance des prestations matrimoniales. Le monde I est étudié à partir de l'analyse du cas australien (pp. 72-75), des chasseurs-cueilleurs enclavés d'Afrique (p. 77) et des sociétés à échange de sœurs (sociétés X, ainsi nommées depuis les codes de Murdock, X étant le symbole courant pour exprimer l'échange de sœurs), comme en Nouvelle-Guinée (pp. 77-78).
- 24 La seconde partie de l'ouvrage traite de politique. L'auteur souligne le fait que, dans la définition de l'État, le territoire n'est pas un élément pertinent, contrairement à ce qu'affirme la tradition moderne de l'histoire des sociétés et du droit. Puis il souligne les limites de la définition wébérienne de l'État (« le monopole de la contrainte physique légitime », seul l'État étant habilité à mettre en jeu la violence). Weber part des formes achevées des institutions (idée très hégélienne et positiviste), ce qui revient à privilégier le présent : or les formes anciennes n'avaient pas pour but de produire les formes modernes d'État. Pour les sociétés étatiques non modernes, une société est étatique quand elle dispose d'une force suffisamment grande « telle qu'aucune autre force émanant de la société ne puisse lui résister » (p. 83).
- 25 Alain Testart développe alors les deux aspects incontournables de la définition de l'État : une organisation de la violence à part du reste de la société (ou société civile) ; une conception unique et indivisible de la souveraineté. Lorsqu'il n'y a qu'un aspect, il s'agit d'un semi-État.
- 26 Dans une série de chapitres techniques, il critique la notion de chefferie, en tant que stade intermédiaire entre sociétés sans chefs et royautes, et propose une classification des chefs. Puis il étudie successivement les sociétés minimales, semi-étatiques et étatiques. Il appelle « organisation minimale » une organisation dans laquelle personne, ni individu ni instance, ne possède de pouvoir juridictionnel ou le pouvoir de déclarer la guerre. Si les organisations sans chefs sont rares, cette catégorie concerne les chefs sans fonctions, et les chefs avec fonctions mais sans pouvoir. Les sociétés ou organisations semi-étatiques sont, d'une part, la démocratie primitive (assemblée populaire souveraine qui décide de la guerre et de la paix, et chefs chargés officiellement de conduire la guerre, mais qui l'organisent avec des moyens privés) et, d'autre part, l'organisation lignagère. À propos des sociétés étatiques, l'auteur observe qu'elles relèvent surtout de l'histoire et de l'orientalisme et ne traite, dans l'ouvrage, que des États africains. Il définit le despotisme comme un pouvoir politique de forme monarchique ou monocratique, qui ne tolère aucune autre forme de pouvoir à ses côtés, de quelque nature qu'elle soit. Il s'agit de sociétés sans aristocratie foncière, où les hommes du roi lui sont liés par des liens personnels et non par des fonctions et des places hiérarchiques. Il appelle « homothétique » une organisation territoriale du pouvoir dans laquelle le gouverneur de province dispose des mêmes pouvoirs que le roi, notamment du pouvoir de se servir de la force armée, de disposer d'une cour et de gérer la fiscalité. Il n'y a donc pas d'effet de centre et de marges. Cela donne des sociétés segmentaires et autonomes. Beaucoup de sociétés lignagères africaines fonctionnent sur cette base.
- 27 En conclusion, Alain Testart dégage cinq catégories principales :

- 28 • les sociétés sans richesse ou achrématisées (monde I) et avec organisation politique minimale ;
- 29 • les sociétés avec richesse ou ploutocratiques, sans propriété foncière (monde II) et organisation politique minimale ;
- 30 • les sociétés avec richesse sans propriété foncière (monde II) et organisation semi-étatique ;
- 31 • les royaumes ou sociétés avec richesse sans propriété foncière (monde II) et organisation étatique ;
- 32 • les sociétés avec richesse et propriété foncière (monde III) et organisation étatique.
- 33 Ces dernières sont les sociétés de classes marxistes, ou encore les « civilisations » des historiens. Les quatre premières catégories sont du domaine de l'ethnologie et de l'anthropologie ; la cinquième est du domaine des historiens. Ce cadre sert à une classification qui occupe un tableau détaillé, aux pages 130 et 131.
- 34 Voilà un livre important, par les questions qu'il pose et par les suggestions qu'il offre. Je le commenterai en tant qu'historien et archéologue, n'ayant pas les compétences anthropologiques requises pour pouvoir apprécier la validité du classement proposé pour les sociétés premières. À l'instar d'Alain Testart, qui s'interroge sur les classements sociologiques des anthropologues, les archéologues doivent s'interroger sur la validité de leurs concepts dès lors qu'ils travaillent sur des sociétés prémodernes.
- 35 La distinction entre propriété foncière et propriété par le travail paraît féconde, de même que la place accordée à la fiscalité ou encore les considérations sur la déconnexion entre pouvoir et territoire. Ces idées rejoignent des attendus qui émergent dans d'autres contextes de recherche. Je suggère, par exemple, qu'on recherche les hybridations qui peuvent exister entre des formes différentes, sur la base de survivances éventuelles. Il me semble qu'il y a, dans les sociétés étatiques anciennes, des réminiscences de types non étatiques. Par exemple, en lisant le passage consacré au big man des sociétés à organisation minimale, on est amené à se demander si le « tribun de la plèbe » de la République romaine ne pourrait pas être – au moins partiellement – réinterprété à la lumière de certaines caractéristiques de ce type.
- 36 Les médiévistes trouveront également dans cet ouvrage maints éclairages parce que l'auteur prend souvent appui sur la féodalité. Inévitablement, sa connaissance des sociétés historiques reste académique, mais ce n'est pas pour son caractère historique qu'il faut apprécier ce travail d'anthropologue. C'est à nous, chacun dans les sphères qui sont les nôtres, d'adapter ce propos à nos intérêts et compétences respectifs.
- 37 En rappelant la très forte discontinuité entre la documentation archéologique et les faits sociaux, Alain Testart pose une question majeure. Parce que les grands récits idéologiques sont, heureusement, entrés en crise, de nombreux archéologues ont cru que leur heure était venue : la science descriptive allait apporter ce que les idéologies n'étaient pas capables de procurer. Ils ont donc remis à l'honneur la taille des objets matériels, la croissance linéaire et progressive, comme principaux indicateurs de la structure sociale. Que les vestiges matériels, la ferme, le sanctuaire, la ville, ou même le fossé, la clef, la haie signifient quelque chose n'est pas douteux. Mais s'agit-il toujours d'évidence sociale, de pouvoir et de hiérarchie ?
- 38 Les archéologues pensent à partir d'un double postulat implicite : 1) les sociétés laissent des vestiges de leur organisation ; 2) les vestiges sont malgré tout suffisants pour

classer les sociétés. Or, en élargissant la gamme des classifications à d'autres formes que la stratification sociale des sociétés de classe ou le rangement vertical des sociétés d'ordres, Alain Testart relativise les opérateurs archéologiques : le type d'appropriation, à travers la possession ; la propriété, fundiaire ou non ; l'évergétisme et le don, catégories commodes pour les antiquisants et les protohistoriens appelés à interpréter des formes non modernes, et qu'Alain Testart remplace, dans des cas précis, par le paiement d'obligations sociales ; l'organisation lignagère, enfin.

- 39 Disons-le autrement : pourquoi ce qui est un fondement même de l'anthropologie n'occupe-t-il que peu ou pas de place dans les interprétations des archéologues ?
- 40 Je terminerai par la question de l'État. J'adhère à l'idée que l'État simplifie la structure sociale alors que, dans le même temps, ses technologies et son fonctionnement se compliquent. Mais je crois l'idée incomplète. Certes il faut poser la question de la réduction de la disparité des situations initiales. Alain Testart a raison de dire que le plus ancien n'est pas forcément le plus simple. Certes, l'État, dès qu'il émerge, entreprend de décimer cette disparité : c'est même sa principale fonction. Mais on ne doit pas oublier le mouvement inverse, qui est celui d'une réinvention de la diversité, et qui n'est pas qu'une diversification technologique. L'État simplifie mais, dans le même temps, en tant que forme résultante, il absorbe les disparités (locales, régionales, culturelles, matérielles) et les domine en les interprétant en tant que diversités culturelles, réduites à son propre schéma organisateur.

AUTEUR

GÉRARD CHOUQUER

Historien et archéologue, directeur de recherches, Université Paris-I.